

40 millions de F_{cfa}

à gagner au BANKO mardi 12 février



JJ-6

Prix 400 F Cfa
N° 2869

Mardi 12 février 2019

Directeur de la publication
Haman Mana

le jour

lejourquotidien@yahoo.fr

<http://lequotidienlejour.info>
Tél.: 222 04 01 85

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Age électoral

Ils refusent le droit de vote aux jeunes

- Les citoyens de moins de 20 ans sont écartés du choix des dirigeants de leur pays.
- Dès 18 ans, ils intègrent pourtant l'armée, la police, la fonction publique et sont pénalement responsables.

● Enquête. Pp.2-3

Union africaine

La crise anglophone évoquée à Addis-Abeba

p. 4

Trois morts...

L'hôpital de Kumba incendié

p. 5



3^{ème} CAMPAGNE NATIONALE DE DISTRIBUTION GRATUITE DES MOUSTIQUAIRES IMPRÉGNÉES À LONGUE DURÉE D'ACTION (MILDA)

Dénombrement des ménages du 15 au 24 février 2019.

Des agents recenseurs identifiables par leurs badges passeront dans vos maisons pour compter les personnes qui y résident. Ils vous remettront un ticket qui donne droit aux moustiquaires imprégnées, lors de l'étape de distribution. Grâce à votre collaboration, vous et votre famille serez à l'abri du paludisme.

Ce message concerne les populations des Régions de l'Est, de l'Ouest, du Sud et du Littoral (13 districts)

MILDA pour toute la famille, toutes les nuits.

FACEBOOK, TWEETER, NUMERO VERT

Le vote refusé aux jeunes de moins

Age électoral. Comment le pouvoir écarte du choix des dirigeants un électorat déçu, de plus en plus politisé, susceptible d'éviter les pièges de la propagande et les enfumages.

Je suis pour l'octroi du droit de vote aux jeunes de 18 ans. L'éducation joue un rôle si important pour inculquer des habitudes sociales ainsi que des connaissances et des compétences. Dans ce pays, nous nous plaignons constamment de l'irresponsabilité et du désengagement des adolescents dans le processus électoral. A peine six millions de votants lors des dernières élections pour une population de plus de 20 millions d'habitants », soutient Jérôme Assiène, un étudiant. Un autre étudiant en sciences politiques affirme également qu'après le discours du chef de l'Etat à l'occasion de la 53^{ème} édition de la fête de la jeunesse, il est resté sur sa faim. Michel Fokam, un autre jeune a ajouté : « Nous déplorons le fait que la majorité des jeunes ne participe pas aux élections au Cameroun. On note un certain engouement mais beaucoup reste à faire. Il s'agit d'encourager les jeunes à participer plus activement à la vie politique de la nation par l'exercice du droit de vote. Cette entreprise pourrait contribuer à redynamiser les administrations locales et à faire grimper les taux de participation aux élections ». Un jeune militaire affirme : « Dans mon pays, je peux me marier à 15 ans, aller faire la guerre à 18 ans, mais je ne peux pas voter avant 20 ans. Le Cameroun doit revoir cette disposition pour le vote à 18 ans. La majorité électorale doit être révisée et ramenée à 18 ans au même niveau que la majorité pénale ».

Le droit de vote à 18 ans, une bonne idée? De nombreux analystes politiques estiment qu'il serait

manifestement inéquitable, irrationnel et absurde de limiter le droit de vote à une seule catégorie de citoyens et à l'âge de 20 ans. Si les jeunes et les partis politiques se mobilisent de plus en plus sur le thème de l'abaissement de l'âge électoral, c'est parce que c'est leur avenir qui est en jeu et ils ont l'impression qu'on joue avec leur avenir, qu'on ne prend pas du tout au sérieux les risques qui pèsent sur eux », précise un sénateur Rdp. Ce qui laisse penser que les jeunes qui constituent la majorité n'ont pas la capacité d'assumer leurs responsabilités car exclus du jeu politique à 18 ans. Ils pensent qu'à l'âge de 18 ans, le citoyen peut assumer toutes ses responsabilités y compris celle de voter si la loi lui en donne la possibilité.

Droit pénal et droit de vote

Dans son discours à l'Assemblée législative française le 20 mai 1850, Victor Hugo affirmait qu'« Il y a un jour dans l'année où le plus faible sent en lui la grandeur de la souveraineté nationale, où le plus humble sent en lui l'âme de la patrie ». Mais qu'advient-il si la loi met à mal le principe de l'universalité du suffrage mieux l'égalité devant la loi et devant le suffrage ? L'alinéa 3 de l'article 2 de la Constitution lié au titre premier relatif à l'Etat et à la souveraineté est clair et sans équivoque : « Le vote est égal et secret. Y participent tous les citoyens âgés d'au moins 20 ans ». Sous ce rapport, seuls les citoyens privilégiés ayant au moins 20 ans sont autorisés à s'inscrire sur les listes électorales et accomplir le devoir de voter. Tout le monde ne peut donc

pas voter. L'alinéa 4 de l'article 80 de la loi du 12 juillet 2016 portant Code pénal énonce pourtant que : « Le majeur de 18 ans est pleinement responsable ». C'est dire sa capacité à assumer ses responsabilités à cet âge-là est convenue. La notion de responsabilité à l'âge de 18 ans devrait également conférer la capacité électorale.

Harmonisation des majorités

Des propositions précisées par le Mrc et sa coalition le 09 octobre 2018 à Yaoundé pour la réforme du Code électoral camerounais, figure en bonne place l'introduction du bulletin unique, la réduction du montant du cautionnement aux élections locales, et surtout l'abaissement de la majorité électorale à 18 ans. L'Union Démocratique du Cameroun (Udc) et le Sdf sont également d'avis. Contacté hier lundi 11 février 2019, Mongwat Amadou Ahidjo, le secrétaire national à la communication de l'Udc a indiqué que son parti milite également pour une harmonisation des différentes majorités citoyennes dans notre pays. Il constate que la majorité pénale est de 18 ans, la majorité civile est de 18 ans et la majorité électorale est de 20 ans. Il pense qu'« il est impossible de justifier pourquoi un citoyen qui peut se marier à 18 ans, qui répond pénalement de ses actes et est ainsi susceptible d'aller en prison à 18 ans...qu'il soit obligé d'attendre l'âge de 20 ans pour voter. Le vote étant également un droit et un devoir citoyen ». Franck Essi, le secrétaire général du Cameroon People's Party (Cpp) pense qu'il est nécessaire d'abaisser l'âge élec-

toral afin d'inclure une frange importante de la population. D'après lui, « Le dernier recensement de la population du Cameroun indiquait que l'âge médian au Cameroun était de 17,7 ans. En d'autres termes, la moitié de Camerounais avaient, au moment du recensement, un âge inférieur ou égal à 18 ans ». Ce qui veut dire à ses yeux que si on exclut tous ceux qui ont moins de 20 ans du processus, le vote ne concerne qu'à peine 40 % des Camerounais. L'âge de 18 ans constitue ainsi un âge où l'on fait déjà des choix importants plus importants que le simple fait de voter un candidat à une élection. Pour lui, cette pratique est erronée, anti-démocratique et rétrograde.

Manceuvres politiciennes

Mongwat Amadou Ahidjo conclut que « Pour l'Udc, le maintien de l'âge électoral à 20 ans constitue une des nombreuses manœuvres du pouvoir en place pour contrôler l'électorat, du fait qu'il redoute les jeunes qui sont les plus nombreux et de plus en plus déçus par le pouvoir ». Jean Bosco Talla, membre de la société civile partage cette inquiétude. Pour lui, sur le plan sociologique, les partisans du régime sont conscients que l'opposition est majoritaire. Cette majorité à ses yeux est essentiellement constituée de jeunes désœuvrés faute d'emploi et désabusés par des discours lénifiants, les mises en scène trompeuses et des replâtrages que l'on présente comme solutions à leurs problèmes. Par conséquent, « abaisser la majorité électorale à 18 ans, c'est accroître le nombre d'électeurs jeunes mécontents, que

l'on qualifie abusivement d'opposants, nombreux dans les grandes métropoles où ils sont de plus en plus politisés, c'est-à-dire éduqués politiquement et susceptibles d'éviter les pièges de la propagande et les enfumages. Abaisser la majorité politique à 18 ans, c'est prendre le risque de se voir un jour balayer du pouvoir, si le régime tente d'organiser les élections transparentes et libres et justes », a-t-il indiqué.

Un député Rdp qui a requis l'anonymat déclare pour sa part qu'il serait préférable, dans les circonstances actuelles, de nous attaquer à la question fort importante de savoir pourquoi les jeunes n'ont pas envie de participer au processus politique. D'après ce dernier, l'octroi du droit de vote aux jeunes de 18 ans est certes un sujet qu'il convient d'examiner, mais il ne saurait constituer l'élément central de toute stratégie visant à accroître la participation des jeunes. Il pense que chaque pays a ses lois et qu'il faudrait tenir compte de la maturité des citoyens. Selon ce dernier, nul ne peut nier qu'il serait irresponsable et dommageable d'ouvrir la voie à une approche ponctuelle. « Nous vivons dans une société où la route menant à la maturité est parsemée d'étapes », a-t-il ajouté. L'analyste politique et historien Ahmadou Sehou souligne pour sa part que c'est avant tout une volonté politique. « Le régime estime qu'il n'est pas bien vu par la jeunesse, qui semble majoritairement acquise à l'opposition. Cette question d'abaissement de l'âge électoral a fait débat depuis le retour au multipartisme. Le régime voulait 21 ans et l'opposition, 18 ans. A

la Tripartite de 1991, il a été décidé 20 ans. Pour le régime, la jeunesse étant majoritaire, il y a risque de renversement au cas où elle s'engageait massivement en politique et surtout du côté du changement. Donc pour les apparatchiks, il fallait limiter sa participation au jeu électoral par l'âge et la désintéresser de la chose politique par tous les moyens.

Echec de la Tripartite de 1991

C'est ce qui est manifestement encore à l'œuvre jusqu'à présent », a-t-il insisté. Un plaidoyer « vote 18 » présenté aux députés le mardi 15 mars 2016 par l'organisme NewsSeta est resté lettre morte jusqu'à ce jour. Prudence Issoy Noutcha, la coordonnatrice des programmes du Réseau pour la solidarité, l'autonomisation et la transformation pour tous affirmait que la réduction de l'âge de vote favorisera une plus grande implication des jeunes en politique : « La stabilité politique d'un pays est déterminée par le nombre d'électeurs. Si 60% de la population camerounaise est jeune et qu'une bonne partie de celle-ci ne prend pas part aux élections, cela handicape véritablement le pays (...) Les jeunes ne sont pas engagés. Après un sondage réalisé en 2015, nous nous sommes rendu compte que la cause de ce désengagement est l'augmentation de l'âge de vote », ajoutait-elle. C'était à la faveur d'une initiative facilitée par le Réseau parlementaire Espérance jeunesse (Reje) de l'honorable Gaston Komba.

Jean-Philippe Nguemeta

On vote à 18 ans ailleurs

Election. Les Codes électoraux des pays de l'Afrique de l'ouest prévoient cette disposition au bonheur des jeunes électeurs.

Des jeunes camerounais sont de plus en plus nombreux à vouloir prendre part aux processus menant au choix des dirigeants de leur pays. Sur la toile, ce sentiment politique bouillonne et le débat sur l'âge électoral gagne du terrain depuis belle lurette. Si l'envie se fait pressante, ils doivent encore attendre. La loi fondamentale en son article 2(3) est claire à ce sujet : « Le vote est égal et secret ; y participent tous les citoyens âgés d'au moins vingt (20) ans ». Cette restriction n'est pas de nature à les rassurer selon David Yves Eloundou. Ce jeune d'à peine 19 ans se dit pourtant en mesure d'assumer ses choix.

Sous d'autres cieux, ce débat est dépassé. Conscient de la place que doivent jouer les jeunes dans le développement de leur pays sur tous les plans, des Etats leur garantissent un droit de vote inaliéna-

ble. Le code électoral du Burkina Faso, fixe l'âge électoral à 18 ans tel que stipulé en son article 2 : « Le corps électoral se compose de tous les Burkinabè de l'un et de l'autre sexe, âgés de dix-huit ans accomplis à la date du scrutin, jouissant de leurs droits civiques et politiques, inscrits sur les listes électorales et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi ». Au Sénégal, les électeurs âgés d'au moins 18 ans sont appelés aux urnes le 24 février prochain à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle. Ils devront choisir le futur président de leur pays. En Côte d'Ivoire c'est l'article 3 du code électoral qui le précise : « Sont électeurs les nationaux ivoiriens des deux sexes et les personnes ayant acquis la nationalité ivoirienne soit par naturalisation soit par mariage, âgés de dix-huit ans accomplis, inscrits sur une liste électorale, jouissant de

leurs droits civils et civiques et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi ».

Au Liberia, Rwanda, Ghana ou plus proche de nous, à savoir le Nigeria, l'âge électoral est bien de 18 ans ; même en Afrique de l'Est notamment en Ouganda et en Ethiopie entre autres. « Plus les jeunes prennent part aux élections, plus ils voient en nos dirigeants une certaine légitimité. Quand vous voyez comment ces jeunes parlent de certains dirigeants de ce pays, vous comprenez directement qu'ils ne se retrouvent pas en eux », explique Blaise Xavier Ondo. Et d'ajouter : « Ramener l'âge électoral à 18 ans comme au Gabon et dans de nombreux pays permettra de donner un souffle nouveau à la gouvernance de notre pays ».

Solière Champlain Paka

« Ramener l'âge électoral à 18 ans »

Denis Emilien Atangana. Le président du Front des démocrates camerounais milite pour la révision de la loi régissant les élections au Cameroun.

Qui a intérêt à ce que les jeunes ne votent pas au Cameroun à partir de 18 ans ?

Merci beaucoup pour cette opportunité accordée au Front des démocrates camerounais (Fdc) dans le cadre de la semaine de la jeunesse. Il faut ramener cet âge à 18 ans pour donner la possibilité aux jeunes de 18 ans pénalement responsables de voter le député et le Président de la République qui sont à l'origine de l'initiative, de la législation et de la promulgation des lois. Si on peut travailler à la fonction publique à 18 ans, cela signifie qu'on est assez mature pour non seulement choisir les gouvernants mais aussi se faire élire comme député ou conseiller municipal. Le Fdc propose que l'âge de vote soit ramené de 20 ans à 18 ans. Aussi que l'âge de pouvoir être candidat aux municipales et législatives soit aussi ramener de 23 ans à 18 ans.



Lors de vos descentes sur le terrain, que vous disent les jeunes sur la question de l'âge électoral ?

Depuis la fin de l'élection présidentielle, nous sommes sur le terrain pour assoir notre base, faire connaître notre idéologie sociale-démocrate. Beaucoup de nos militants sont pour la refonte du code électoral pour des raisons que j'ai évoqué haut. Il y a aussi la question des cautions électo-

rales pour les municipales et législatives qui troublent les populations. Dans le contexte actuel marqué par la précarité, demander à un jeune de déboursé une caution de 1 million pour se faire élire député ou 50 mille pour se faire élire conseiller municipal est une tâche difficile. Vivement que les pouvoirs publics engagent un large débat pour la réforme du code électoral.

Comment votre parti compte-t-il faire bouger les lignes et ramener l'âge électoral de 20 à 18 ans ?

Nous sommes dans la phase du plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour la réforme du code électoral. Nous invitons les forces progressistes à se mettre ensemble pour la réforme du code électoral.

Propos recueillis par Solière Champlain Paka

de 20 ans

Votre avis

Que pensez-vous de l'âge électoral fixé à 20 ans au Cameroun ?

“Le débat devrait être ouvert”

Jean-Baptiste Atemengue, vice-président section Rdpc de Ngoumou

L'âge électoral n'est pas le même partout au monde. Dans différents pays, dès lors que l'âge de la majorité varie, forcément l'âge électoral varie aussi, ainsi que l'âge d'éligibilité pour être candidat à des élections. Je pense qu'avec l'émancipation croissante de la jeunesse et l'augmentation du niveau d'éducation des jeunes, il est envisageable de modifier des choses à la longue. D'abord l'âge de la majorité qui est toujours de 21 ans alors que les jeunes votent déjà à l'âge de 20 ans. Et surtout que les jeunes exercent d'autres responsabilités importantes. Bien avant l'âge de 20 notamment : dans l'armée, la police et même à la fonction publique ainsi que dans le secteur privé. Il est par conséquent possible qu'on ramène cet âge à 18 ans afin de pouvoir voter comme dans les pays modernes. Mais pour l'ins-



tant c'est un débat qu'il faut ouvrir, s'il y a une majorité parlementaire qui permet de valider cette approche, je crois qu'on ira vers elle, parce que c'est l'évolution de notre société qui l'impose.

“Cet âge est paradoxal”

Thierry Okala Ebodé, Trésorier national adjoint au Mrc

L'âge électoral en vigueur au Cameroun est en contradiction avec l'âge de la responsabilité pénale. C'est tout de même curieux et paradoxal que l'on soit pénalement responsable à 18 ans, que l'on puisse être appelé à servir sous le drapeau ou que l'on puisse se marier à cet âge-là, mais qu'on ne soit pas admis à exercer un droit civique et politique aussi important que celui de voter. Ce ne serait que justice pour de milliers, voire de millions de Camerounais, que de ramener l'âge électoral à 18 ans; ce serait mettre les lois du pays en cohérence d'une part et donner la possibilité au maximum de



Citoyens de participer à la vie politique du pays.

“Licence en sciences politiques à 18 ans”

Hermann Dikko, coordonnateur des jeunes du Sdf à Mbouda

L'âge électoral fixé à 20 ans par notre constitution à mon avis exclut plusieurs acteurs du jeu politique dans notre pays. On peut aujourd'hui obtenir une licence en sciences politiques, en droit à l'âge de 18 ans mais malheureusement ne pas avoir la chance de décider ou d'être acteur de la vie politique dans notre pays. Je crois que l'âge électoral devrait être fixé en fonction de la moyenne d'âge d'accès à l'enseignement supérieur. A mon avis, il n'est pas normal qu'un jeune étudiant soit en marge de la vie politique de notre pays.



Propos recueillis par Guillaume Aimée Mete

Question de mots

Même en parlant la même langue, les pays développés et leurs peuples civilisés n'utilisent pas les mêmes mots que nous... La crise sociale qui sévit en France, depuis de longues semaines déjà, ressemble étrangement à ce que nous avons connu ici, au Cameroun, en 2008. Imitant les gens qui parlent bien le Français en France et dans des pays développés, les Camerounais ont surnommé ces désordres « les émeutes de la faim ». A les entendre, on était convaincu que ces vandales, qui volaient des tôles ondulées, cassaient des boutiques, brûlaient des pneus en pleine chaussée, vandalisaient des installations et affrontaient parfois nos forces de l'Ordre, étaient des compatriotes sincères, sympathiques, qui étaient dans leur droit et qui avaient seulement faim, alors que, tout autour d'eux, d'autres Camerounais avaient du mal à avaler, tellement ils mangeaient les deux joues pleines... On trouvait que ces « affamés » avaient parfaitement raison de manifester violemment, parce qu'ils n'avaient pas d'emplois, que leur pouvoir d'achat tendait progressivement vers zéro et que, pendant ce temps, on augmentait des prix et imposait des taxes, inutilement, sans que

cela ait une incidence heureuse sur la situation critique qui les préoccupait. Entre autres mesures prises à cette époque, nos « affamés » ne comprenaient pas pourquoi les princes qui nous gouvernent préféraient augmenter d'abord le prix de l'essence, alors qu'ils auraient voulu le voir commencer par s'intéresser davantage au poisson et à la viande, dont le prix du kilogramme avait, en moins de vingt ans, pratiquement quintuplé... Bien que convaincues que, derrière les « émeutiers de la faim », de nombreux manipulateurs tentaient de tirer les marrons du feu et, aussi, sous la pression douce, mais réelle, qui provenait de l'extérieur, nos autorités ont laissé un peu du lest pour désamorcer la bombe. Elles n'ont pas comblé, certes, toutes les revendications que les « émeutiers de la faim » po-



Patrice Etoundi Mballa

saient ; mais, elles ont tout de même renoncé à appliquer certaines mesures décriées qui étaient, plus que d'autres, à l'origine de la pomme de discorde...

A l'heure qu'il est, les Français de toute la France, vivent sensiblement une situation comparable. Bien sûr, là-bas, on n'appelle pas ce genre de désordres les « émeutes de la faim ». Qui oserait croire que, dans un pays aussi développé et aussi civilisé que la France, des gens puissent manifester, parce qu'ils ont faim ? C'est exclu : on ne peut pas avoir faim, dans un pays comme la France... Néanmoins, comme nos « affamés », les manifestants de là-bas ne veulent pas entendre parler de la hausse du prix du carburant ; ils sont plus nombreux que nous ; ils cassent dix fois plus que nous. A la place des pneus usagés que nos « émeutiers » brûlaient, eux, ils brûlent des garages entiers, avec tous les véhicules qui peu-

vent se trouver dedans. Ils revendiquent tout à la fois. C'est comme si quelqu'un se mettait à demander le beurre, l'argent du beurre, le beurrier et même la beurrerie entière. Excessives à souhait, certaines pancartes brandies vont même jusqu'à demander au président de la République de démissionner... Aucun rapport... Mais, à Paris, c'est plus fin ; c'est plus développé ; c'est plus civilisé. C'est pour cela que là-bas, on appelle les manifestants « gilets jaunes », à la place du mot tropical et trop brutal de « émeutiers de la faim ». C'est quoi les « gilets jaunes » ? Il faudrait aller leur demander... Cependant, ne vous en faites pas : c'est la même chose qu'ici. C'est une simple question de mots utilisés. Là-bas aussi, les « gilets jaunes » parlent, à mots civilisés, de la vie qui coûte trop cher, alors que leur pouvoir d'achat, dans une situation globale où la richesse nationale est assurée, ne cesse de dégringoler... Par-dessus tout, nous adorons les Français : même quand ils connaissent quelques difficultés internes, leurs autorités puisent toujours assez dans leur fierté nationale, pour demander même à Trump de la boucler et de ne plus se « mêler de la politique intérieure française »... Vive la France !

DÉRIVES TRIBALES SUR LA CRTV: LES FEMMES EXIGENT LA TÊTE DE MOMO!

La caric



le jour
Faire savoir - Faire voir - Faire parler - Faire comprendre

Directeur de la publication :
Haman Mana

Assisté de
Mireille Souop

Conseillers à la rédaction:
Claude Bernard Kingue

(Rep. rég. Littoral & S.O)
Secrétaire général
Fidèle Tsague

Rédacteur en chef :
Jules Romuald Nkonlak
(674 55 06 11)

Rédacteurs en chef adjoints
Claude Tadjon (96 48 42 66)
Denis Nkwebo (Douala)
(677 68 10 34)

Chroniqueurs :
Patrice Etoundi Mballa
Pauline Poincier-Manyinga

Chefs de rubriques
- La Pointe du Jour :

- Double page :
Assongmo Necdem
(699 55 77 88)

- Economie:
Hiondi Nkam IV

- Politique
Assongmo Necdem

- Sports:
Achille Chountsa
(699 83 15 85)

Chef de desk Douala :
Denis Nkwebo (677681034)

Chef de desk Nord et Extrême -Nord:
Aziz Salatou (676 14 32 05)

Chef de desk Adamaoua:
Adolarc Lamissia

Chef de desk Ouest et Nord-Ouest : Franklin Kamtche

Che desk Sud :
Jérôme Essian

Grand Reporter:
Hiondi Nkam IV

Rédaction :
Hiondi Nkam IV - Franklin Kamtche - Achille Chountsa - Moïse Moundi - Théodore Tchopa - Jean Philippe Ngue-meta - Jérôme Essian - Caristan Isseri à Maben -Chantal Kenfack - Flore Edimo - Elsa Kané - Prince Nguimbous - Mathias Mouwendé Ngamo

Chef de l'édition :
Cyrille Etoundi
(674 93 16 51)

Edition :
Diamoun Moussa

Responsable commerciale et marketing :

Responsable de la programmation et de la planification:
Marie-Louise Nanyang

Responsable commerciale Douala : Tchinda Dally Vanina
(696 844 062)

Administration et Finances:
Léonard Damou

Responsable de la diffusion:
Carl Kome (699 56 86 22)

Chef Production :
Pierre Gassissou

Idées, Recherche et Développement :
Ferdinand Nana Payong

Conseil juridique :
Cabinet Voukeng Michel

Edité par Le jour Sarl
lejourquotidien@yahoo.fr
www.lejourquotidien.info
B.P. 14097 Yaoundé /
Tel (237) 222 04 01 85

La crise anglophone évoquée à Addis-Abeba

Union africaine. La délégation camerounaise s'est prononcée sur la question auprès des instances de l'organisation panafricaine.

Avec la crise anglophone, des Camerounais, plus que jamais, ont quitté leur lieu de vie pour s'installer ailleurs. On compte désormais plus de réfugiés camerounais dans le monde. De même que des déplacés internes. Les exactions de Boko Haram avaient déjà conduit certaines populations à se déplacer à l'intérieur du triangle national. « Les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique » est le thème du 32e qui s'est achevé hier à Addis-Abeba en Ethiopie. C'est le thème de l'année 2019.

Il faut combattre les causes qui poussent les gens à partir, pense Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'Union africaine. Pour le nouveau président de l'Union africaine, Abdel Fattah al-Sissi, il y a beaucoup de fléaux en Afrique qui poussent les gens à fuir. « Le nombre de déplacés est énorme. Il faut trouver des emplois et des moyens d'existence pour nos populations. Faire que les Africains restent en Afrique », a-t-il déclaré lundi lors de la cérémonie d'ouverture.

La situation du Cameroun, l'une des plus récentes, si ce n'est la dernière en Afrique, au-

rait-elle pu échapper aux travaux d'Addis-Abeba ? On l'a craint après la cérémonie d'ouverture de lundi dernier, au cours de laquelle les crises qui secouent le pays n'ont pas été évoquées. Il a tout de même été question des élections qui se sont tenues en Afrique en 2018. Et les allusions faites n'ont concerné que Madagascar et la République démocratique du Congo (dont les résultats ont été un moment contestés par l'UA). Les chefs d'Etat élus (Rajoelina et Tshisekedi) ont même été félicités par les présidents entrant et sortant. Mais rien sur le Cameroun, dont l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 a été contestée par l'opposition. Cette crise post-électorale bat d'ailleurs encore son plein en ce moment, avec la détention du candidat Maurice Kamto et de plusieurs cadres du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), son parti.

Hier, peu de temps avant la clôture du sommet, répondant à une question, Ismail Chergui, le commissaire paix et sécurité de l'Union africaine, a tout de même tenu à rassurer. « Nous donnons intérêt à toutes les situations sur le continent, sans aucune exception. Donc, soyez assurés que nous dialoguons

avec le gouvernement (camerounais, Ndlr) sur ces questions », a-t-il déclaré.

Le commissaire algérien a, de façon certes superficielle, dit un mot des discussions menées avec les autorités camerounaises dans le cadre de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. « Hier (lundi, Ndlr) la délégation camerounaise a fait une déclaration au sommet pour dire qu'ils ne minimisent pas les événements qui se sont passés chez eux, mais qu'ils sont en train à la fois de favoriser le dialogue, de promouvoir les solutions qui peuvent effectivement répondre à certaines demandes des populations de ces deux régions. Et il me semble que nous, en tant qu'Union africaine, nous avons eu par le passé à discuter avec les autorités du pays. Nous avons aussi les moyens de discuter avec les pays quand il s'agit de questions de ce genre, que nous ne rendons pas automatiquement publiques », a dit Ismail Chergui.

Nous avons également appris que le Premier ministre Joseph Dion Gue, qui représentait le Cameroun à ce sommet, aurait rencontré le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio

Guterres, ainsi que Moussa Faki Mahamat.

Le Cameroun s'est également illustré à travers sa position de doyen du corps diplomatique. Et c'est à Joseph Dion Gue, qu'il est revenu de présenter le nouveau bureau de l'Union africaine. La présidence égyptienne était déjà connue. Le bureau a été complété au cours du huis clos qui a précédé la séance d'ouverture. Il est composé de Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud, 1er vice-président), Félix Tshisekedi (R.D. Congo, 2e vice-président), Mahamadou Issoufou (Niger, 3e vice-président), et Paul Kagame (Rwanda, 4e vice-président). Le PM camerounais a également annoncé l'élection de Cyril Ramaphosa, qui présidera l'Union en 2020.

Premier constat : les présidents de 2018, 2019 et 2020 se retrouvent donc dans le bureau de 2019. Ce qui peut être une assurance de continuité. Second constat : Félix Tshisekedi fait une entrée en fanfare dans le club, en devenant membre du bureau dès son premier sommet, alors même que l'Union africaine avait contesté son élection.

Jules Romuald Nkonlak, à Addis-Abeba

Kamto s'adresse aux jeunes depuis sa cellule

Message. Le président du Mrc déplore le maintien de la majorité électorale à 20 ans et l'agitation des passions basées sur la stigmatisation identitaire.

Maurice Kamto s'est adressé la jeunesse le 10 février dernier dans des conditions toutes particulières qu'il décrit lui-même : « Je m'adresse à vous aujourd'hui à l'occasion de la célébration de la Fête Nationale de la jeunesse du fond de ma cellule de fortune située au Groupement Spécial d'Opérations de Yaoundé où je suis détenu de manière illégale et totalement arbitraire, ainsi que plusieurs citoyens qui m'accompagnent dans notre lutte pour un Cameroun meilleur, depuis 14 jours. »

Il ne s'en offusque pas plus que ça, le contexte du Cameroun étant marqué par des privations systématiques des libertés publiques : « Comme vous le savez, le combat pour la liberté n'a jamais été un long fleuve tranquille. L'histoire de notre continent, et plus particulièrement celle de notre pays, est fournie de figures dont l'engagement pour des causes

justes s'est souvent fait au péril de leur propre vie. »

En revanche, le président du Mrc s'insurge contre des incongruités du code électoral telles que le maintien de la majorité électorale à 20 ans alors que l'on est responsable, au plan pénal, à 18 ans. « C'est proprement dénier à une catégorie majoritaire de la population de notre pays sa capacité à opérer un choix politique éclairé. »

Après une revue de la situation politique, économique et sécuritaire du pays, Maurice Kamto appelle à la vigilance de ses jeunes compatriotes face à la volonté d'empêcher « la pleine expression d'une pensée contradictoire dans l'espace public camerounais. Le pouvoir illégitime utilise pour cela, dit-il, divers outils dont l'un des plus redoutables est l'agitation des passions basées sur la stigmatisation identitaire. »

C.T.

Les jeunes lancent leur académie politique

Initiative. La première édition s'est tenue du 8 au 10 février 2019 à Yaoundé sous le thème « jeunesse, leadership et engagement politique : rêves et réalité »

Une grande première, les jeunes camerounais venus des différentes régions, réunis à Yaoundé pour apprendre à être au service du pays à travers l'entrepreneuriat politique. C'est dans le cadre du projet dénommé Université Politique de la Jeunesse initié par l'Association Family Club et parrainé par le ministère de la Jeunesse et de l'Education civique dans le cadre de la célébration de la fête nationale de la jeunesse. « Avec la spectacularisation et la médiatisation de la dernière élection présidentielle, l'o note un engouement visible chez les jeunes à s'essayer en politique. Mais le monde actuel souffre des violences politiques et au centre de tous les actes de violence, ce sont les jeunes qui sont mis en avant. Family Club a créé l'Université politique de la Jeunesse du Cameroun pour apprendre aux leaders associatifs, les valeurs de la paix et de la tolérance en politique », explique Jonas Yedidia Alirou, coordonnateur national de Family Club et Recteur de l'Université politique de la jeunesse du Cameroun. Pour les participants, c'est une aubaine. « Je suis parti de Ngaoundéré pour prendre part à l'activité. Le sujet est d'actualité et c'est une aubaine pour nous les jeunes d'avoir un cadre d'échange et d'apprentissage sur les réalités de la politique et notre rôle dans l'avènement d'un monde politique plus tolérant », lance Mohaman Bello, participant. Pour Maïbaré, participante originaire de l'Extrême Nord, « le thème était évocateur et les communications ont aidé à comprendre la nécessité d'être travailleur, d'avoir des rêves et se battre pour les réaliser en respectant les règles de la République. Nous avons appris qu'il faut

avoir une vision afin d'impacter sa société », résume t-elle. « Nous avons appris qu'à travers l'entrepreneuriat, nous pouvons être écoutés, ainsi prendre part à la gestion de la cité. Par exemple, si nous sommes de bons leaders patriotes, nous pouvons nous faire remarquer dans notre communauté », confie Essono Parfait.

Parlant des enseignements, le Recteur précise « Nous avons conçu la formation sur trois jours. Le premier jour était réservé aux communications sur le changement de paradigme et les rêves de leader. Le deuxième jour, les communications ont porté sur l'esprit d'entreprise. Parce que la politique relève de l'entrepreneuriat. Il faut avoir une idée, être prêt à trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans la communication. Ainsi, l'engagement politique sera donc, une piste pour apporter des solutions aux problèmes et non un espace de création de problème. La troisième journée a permis d'encadrer les participants sur la politique et la non-violence, la lecture des grands enjeux politiques, la compréhension des problèmes politiques », explique Jonas Yedidia Alirou.

Invité aux travaux, Jean-Emmanuel Pondi a entretenu les jeunes sur la notion de jeunesse, l'engagement politique et le rôle central de la nouvelle génération dans la construction de la stabilité. L'universitaire a invité les jeunes à plus d'intégrité et à tourner le dos à l'attentisme. Aussi, a-t-il montré l'importance des partis politiques, tant de l'opposition que ceux au pouvoir dans la construction de la démocratie.

F.E.

Paul Biya promet 500 000 emplois

Fête de la Jeunesse 2019. Dans son discours en prélude à la célébration de la 53e édition, le chef de l'Etat a fait de nouvelles des promesses.

Comme en 2018, les jeunes ont suivi de simples intentions dans le discours du chef de l'Etat adressé à la jeunesse en prélude à la célébration de la 53e édition le 10 février 2019. Sans dire concrètement comment son gouvernement va s'y prendre, il a affirmé qu'« En 2019, il est prévu de créer au moins 500 000 emplois. Le gouvernement poursuivra l'opérationnalisation d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois. Les axes stratégiques du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi continueront d'être mis en œuvre. L'accès à la formation professionnelle sera amélioré, à la fois par la diversification des filières et la densification de l'offre de formation dans de nouveaux centres. Le niveau de celle-ci sera relevé grâce à l'ouverture à Yaoundé de l'Institut national de formation des formateurs et du développement des programmes. Ce que je viens de dire permet de constater l'ampleur des efforts qui sont faits par les pouvoirs publics pour donner à nos jeunes une formation de qualité et faciliter leur insertion dans la vie active. »

Peter Awok, titulaire d'une maîtrise s'est dit choqué à la fin. « Je suis resté sur ma soif ! Pas de concours particuliers, de politiques incitatives pour faciliter l'intégration des jeunes en entreprises. Je n'attends plus rien », a-t-il affirmé. Samson Ndo a précisé que le point n'a pas été fait sur les emplois annoncés en grande pompe l'an-

née dernière. Paul Biya précise que l'objectif est d'atteindre un niveau de croissance compatible avec notre ambition de l'émergence. « À cet égard, il est permis d'être raisonnablement optimiste, notre taux de croissance étant à nouveau orienté à la hausse. Selon les prévisions, après 3,8% en 2018, il pourrait être de 4,4% en 2019 et de 4,7% en 2020, avec les retombées positives pour l'emploi des jeunes. À côté de ces perspectives encourageantes pour le retour de la croissance, il convient de mentionner la part qui revient à la promotion de l'emploi assurée par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Plus de 500 000 emplois ont été créés en 2018 grâce aux grands chantiers en cours, aux projets agricoles, routiers et infrastructuraux, ainsi qu'aux travaux menés par les collectivités territoriales décentralisées. »

Le chef de l'Etat a davantage mis l'accent sur les devoirs des jeunes envers la nation. Aussi les a-t-il invité à faire de l'émergence de notre pays une « cause nationale ». Principaux acteurs, ils doivent se mobiliser pour faire triompher une cause juste et nécessaire. Etablissant presque les responsabilités de chaque génération, il a affirmé que « Pour nos pères fondateurs, ce fut l'indépendance, indissociable de l'unité nationale. Pour leurs successeurs, la mise en place et la consolidation des institutions du nouvel Etat. Pour la génération suivante, l'avènement de la démocratie et du

progrès social. Pour celle d'aujourd'hui, la modernisation de l'économie et la justice sociale ». Il s'est agi pour lui donc de consolider les institutions étatiques, le progrès social n'est pas à proprement parler sa mission. « En ce qui vous concerne, il s'agit tout d'abord de défendre tous nos acquis afin de mieux mener le combat pour l'émergence. Beaucoup a été fait, au cours des dernières années, pour améliorer notre tissu économique. « Il vous reviendra de poursuivre dans la même voie. Il vous faudra mettre en œuvre nos grands projets de révolution agricole, d'industrialisation et d'infrastructures, sans oublier ceux qui concernent le domaine social, comme l'éducation, la santé et l'habitat ». Une rengaine qui transparaît dans la plupart de ses discours. Le Chef de l'Etat poursuit que lors de sa prestation de serment en novembre dernier, s'adressant aux jeunes, il a demandé de ne pas perdre espoir. « Je le répète aujourd'hui. En effet, je n'ignore pas vos difficultés. Je comprends votre aspiration au changement et votre désir de participer davantage aux décisions qui engagent votre avenir. Je vous le dis à nouveau : le Cameroun de demain se fera avec vous. », a-t-il indiqué. A propos de l'année 2018 qui a été marquée par la tenue de l'élection présidentielle, il a salué l'enthousiasme des jeunes, soit comme électeurs, soit comme acteurs du processus électoral. D'après lui, cette

participation est encourageante, car elle traduit l'intérêt certain des jeunes pour les affaires du pays. Cet intérêt doit être conforté et poursuivi. Il a aussi profité pour critiquer cette pratique devenue courante qui s'exprime à travers les réseaux sociaux et qui donne lieu à des dérives préoccupantes. Si le principe de cette forme de démocratie directe n'est pas répréhensible en soi, on peut malheureusement constater, pense-t-il, qu'elle se traduit souvent par des prises de position outrageantes à l'égard des autorités, des acteurs politiques ou de simples citoyens. Cette manière de faire de la politique enfonce souvent non seulement les principes démocratiques, mais la loi. Pour lui, il existe une autre façon, plus responsable et plus recommandable, de faire de la politique. Par définition, celle-ci se rapporte à la gestion de la société. En votant, en se présentant à une élection, en étant élu conseiller municipal ou régional, député ou sénateur, on fait de la politique au sens noble du terme. « Si vous en avez l'ambition, n'hésitez pas à vous engager dans cette voie pour le bien de votre pays », a-t-il martelé. En le faisant, les jeunes participeront de ce fait à la construction de la société juste, démocratique et fraternelle, fondée sur nos réalités socio-culturelles et notre héritage historique, société que notre peuple appelle de ses vœux.

JPN

La ville de Yaoundé paralysée par le défilé

11 février. L'organisation des parades dans chaque arrondissement a créé des bouchons.



La circulation routière dans la ville de Yaoundé ce 11 février 2019 est perturbée dans tous les sept arrondissements. A l'occasion de la célébration de la 53ème édition de la fête de la jeunesse, il était difficile hier entre 9h et 13h de trouver un taxi et d'arriver à destination sans être essoufflé par une marche à pieds. Sous un soleil brûlant, plusieurs

hommes et femmes étaient obligés de parcourir au moins trois kilomètres avant d'arriver à destination. C'est le cas d'une dame d'environ 60 ans qui se rendait au quartier Mballa2. « Un taxi m'a porté au lieu-dit Terminus Mimboman. Lorsque je suis arrivée à l'Omnisports, j'ai été obligée de marcher jusqu'au niveau d'Elig-Edzoa, où j'ai trouvé que la route était

encore bloquée parce qu'un autre site du défilé était aménagé au niveau du rond-point Nlongkak. Même sur le trottoir j'avais du mal à circuler parce que les populations s'étaient amassées à cet endroit pour regarder le défilé », témoigne la dame.

Au quartier Mfandena, où se trouve le stade Omnisports, les élèves des établissements pri-

maires et secondaires situés dans le 5ème arrondissement de la ville de Yaoundé occupaient la route. Certaines itinéraires à l'instar du carrefour Emombo jusqu'au niveau de la prison centrale de Kondengui était bloqués à cause des bouchons. Face à cette situation plusieurs chauffeurs de taxi ont préféré ne pas travailler hier de 9h jusqu'à 15h. « C'est très difficile de travailler dans de telles circonstances parce que dans presque tous les quartiers les routes ont été barricadées. Depuis que le défilé du 11 février se déroule dans les sept arrondissements, les conducteurs de taxi souffrent », déclare un chauffeur de taxi.

Depuis le 11 février 2018, il a été décidé que dans les grandes villes, chaque établissement scolaire défile dans son arrondissement. Avant cette décision des autorités, tous les établissements dans la ville de Yaoundé défilaient au boulevard du 20 mai. Avec le nouveau système, le défilé est présidé par chaque sous-préfet.

P.N.

Trois morts dans un incendie

Sud-ouest. L'hôpital de district de Kumba a été incendié dans la nuit de dimanche à lundi 11 février 2019, coûtant la vie à certains patients.



Dans la nuit de dimanche à lundi 11 février 2019, vers une heure du matin, des individus armés non encore identifiés ont fait irruption dans l'enceinte de l'hôpital de district de Kumba dans la région du Sud-ouest. Ils ont incendiés le bloc opératoire et la maternité. « Il y avait un petit garçon admis au bloc opératoire. Le médecin avait déjà commencé la chirurgie lorsqu'ils sont arrivés. Ils ont demandé à tout le monde de sortir et ils ont commencé à mettre le feu dans le bâtiment », raconte un témoin. C'est le sauve qui peut. Les forces de maintien de l'ordre sont tout de suite alertées. Arrivées sur le site, l'hôpital est déjà embrasé. Malgré les énergies déployées, deux enfants vont périr dans les flammes à l'intérieur de la maternité. Une femme du troisième âge, va perdre sa vie, calcinée au bloc opératoire.

Sur la cour de l'hôpital les

corps des victimes sont recouverts d'un drap blanc. Les blessés quant à eux, sont internés dans les bâtiments qui n'ont pas été atteints par les flammes. Une source fait savoir que le jeune garçon qui était au bloc opératoire lors du démarrage de l'incendie, a été conduit à Douala pour des soins par l'ambulance du Bataillon d'intervention rapide (Bir). Les dégâts matériels sont importants. Le matériel, ainsi que les bâtiments de la maternité et du bloc opératoire sont partis en fumée. Dans l'enceinte de l'hôpital, le véhicule du médecin de garde entièrement calciné, est stationnée. Le pavillon Vip est brûlé lui aussi. Les restes d'un fauteuil roulant sont visibles sur le sol. Dans leur fuite, les assaillants ont laissé des munitions derrière eux. Une enquête est ouverte pour traquer les responsables de cet incendie.

Hélène Tientcheu

Sale temps pour Mebe Ngo'o ?

Opération épervier. L'ancien ministre de la Défense et son épouse sont interdits de quitter le territoire national depuis le 31 janvier dernier.

L'opération épervier est-elle aux troupes d'Edgar Alain Mebe Ngo'o, ainsi que son épouse et plusieurs de ses anciens collaborateurs ? Dans un message qui circule depuis quelques jours sur les réseaux sociaux, l'on apprend que l'ancien ministre délégué à la présidence chargé de la Défense est interdit de quitter le territoire national depuis le 31 janvier dernier. Cette note rédigée par le nouveau chef de Division des enquêtes du Corps spécialisé d'officiers de police judiciaire au Tribunal criminel spécial (Tcs), vise également Bernadette Mebe Ngo'o, l'épouse de l'ancien ministre. Le Colonel Ghislain Victor Mboutou Elle et le nommé Maxime Léonard Mbangue sont, eux aussi interdits de quitter le territoire national jusqu'à nouvel ordre.



Cette interdiction entre dans le cadre de l'exécution des instructions du procureur général près le Tribunal criminel spécial (Tcs) relative à la situation de la

société Magforce au Cameroun. Magforce est une société spécialisée dans l'équipement militaire à l'instar des uniformes, des rangers, des menottes etc. L'ancien ministre délégué à la présidence chargé de la Défense ainsi que ses proches collaborateurs seraient la cible de soupçons de corruption dans le cadre de certaines procédures liées à l'achat des équipements militaires.

Agé de 62 ans, Edgar Alain Mebe Ngo'o est considéré comme l'une des personnalités les plus influentes du pays. Il a occupé le poste de ministre de la Défense de 2009 à 2015. Le 15 octobre 2015, il est nommé ministre des Transports jusqu'au 2 mars 2018 date à laquelle il est débarqué du gouvernement par un décret du président de la République. Ad-

ministrateur civil principal, Edgar Alain Mebe Ngo'o a été préfet notamment dans le département de l'Océan région du Sud. L'ancien directeur du cabinet civil de la présidence de la République a également occupé les fonctions de délégué général à la Sûreté nationale. Alors patron de la police camerounaise, cet homme politique originaire de la région du Sud a joué un grand rôle en 2008 dans le cadre de l'interpellation de certains hauts cadres de l'administration à l'instar de Jean-Marie Atangana Mebara, ancien secrétaire général de la présidence de la République, l'ancien ministre de la Santé publique, Urbain Olangena Awono et Polycarpe Abah Abah, l'ancien ministre des Finances.

P.N.

Un plan pour éradiquer l'extrémisme

Tchad-Cameroun. Pour barrer la voie aux actes terroristes de la secte Boko Haram, l'Unicef s'engage à travers un projet de consolidation de paix.

Peacebuilding fund », le transfrontalier Tchad-Cameroun pour dire « stop » à l'extrémisme. Un projet qui intervient dans la consolidation de la paix, alors que les deux pays voisins, le Tchad et le Cameroun vivent sous la menace entre : attaques ; attentats-suicides à la bombe ; enlèvements. Ces phénomènes qui entraînent également l'insécurité dans les zones frontalières entre le Tchad et le Nigéria. Depuis 2013, les populations de ces deux pays font face aux exactions que commettent les membres de la secte islamique Boko Haram.

La conséquence en est que le Cameroun, le Nigéria et le Tchad sont confrontés à un afflux croissant de réfugiés. Selon

des sources officielles, 27000 personnes ont été tuées à cause des attaques perpétrées par ce groupe, plus de 2,4 millions ont dû se réfugier dans une autre partie du pays ou émigrer. 7 millions souffrent d'insécurité alimentaire et 2000 sont portées disparues dans la zone transfrontalière entre le Nigéria, le Tchad et le Cameroun.

Vu la proportion de violence dont sont victimes les populations de ces deux pays, les organisations onusiennes ont mis en place le projet Peacebuilding fund. Il s'agit notamment du Pnud et de l'Unicef (Tchad et Cameroun), en collaboration avec les gouvernements du Tchad et du Cameroun. « Combattre l'extrémisme violent » reste la principale préoccu-

tion de ces organisations qui travaillent en collaboration avec les gouvernements des deux pays.

Le projet transfrontalier a débuté au mois de décembre 2017 et s'achèvera le 31 mai 2019. Rendu à quelque mois de la fin, le comité de pilotage transfrontalier/Projet Pbf s'est réuni à Yaoundé ce 6 février 2019. A cette deuxième rencontre, il était question d'évaluer les avancées de ces travaux. « Nous devons tenir un discours franc en vue de faire avancer de nos deux pays », a précisé Issa Doubragne, le représentant du ministre de l'Economie et de la planification du développement au Tchad. Et surtout de détecter les goulots d'étranglement. Ceci « afin de se pencher sur

les contraintes et utiliser les 4 mois qu'il nous reste et atteindre les résultats qui ont été fixés », a estimé Jacques Boyer, le représentant de l'Unicef au Cameroun. Etaient présents: Paul Tassong, le représentant de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

A travers ce projet, les femmes pourront se mouvoir. « Il y a une emphase sur l'implication des femmes et des jeunes dans ce processus de paix », a rappelé le représentant de l'Unicef. Aider les populations à générer des revenus est aussi l'une des priorités de ce projet.

Guillaume Aimée Mete

Week-end meurtrier au front

Le 10 février 2019, les militaires de la zone sud de l'opération Alpha du Bir stationnés à Kolofata ont été alertés de mouvements suspects. Il s'agissait d'un homme. Ce dernier a refusé d'obéir à l'injonction des militaires d'agiter ses amples vêtements et de montrer ce qu'il portait y avoir dessous. De plus, il essayait de foncer sur eux. Devant son air déterminé à désobéir aux sommations des militaires, ces derniers l'ont abattu. Le suspect portait une ceinture explosive qui a été désamorcée par des éléments du génie. Plus tôt vers 22h, à Bakarissa dans le canton de Kerawa, d'autres hommes armés ont volé des bœufs et voulaient s'enfuir avec au Nigeria voisin. Une patrouille de l'opération Alpha est intervenue à temps pour disperser les pillards qui ont abandonné leur butin et se sont fondus dans la nuit.

La nuit du 08 au 09 février 2019, au village Madjire dans le

canton de Kossa, arrondissement de Mora, des hommes armés de fusil de guerre ont fait une incursion. Ils ont tué cinq personnes : Blâma Fanami, Blâma Ndjida, Bouba, Idrissa et Saïdou. Ils ont par ailleurs blessé cinq paysans avant de prendre la fuite vers le parc de Waza avec un troupeau de bœufs et trois bœufs. Mis au courant les militaires du secteur n1 de la force multinationale mixte et leurs camarades les y ont poursuivis.

La veille à Gouzoudou, dans l'arrondissement de Kolofata, d'autres hommes armés sont arrivés vers 23h. Ils ont tué Adam Issa, un paysan. Ils ont calciné la dépouille de leur victime avant de piller le village. Les militaires du 42ème bataillon d'infanterie motorisée ont pris en chasse les assaillants. Ils ont pu récupérer un fusil d'assaut Ak47 et de nombreuses munitions qui allaient avec l'arme.

AS

Eneo scelle un accord avec la Sic

Partenariat. Les deux entreprises s'engagent pour la modernisation et la sécurisation des installations électriques dans les logements SIC.

Dans le cadre de la modernisation et de la sécurisation des installations électriques dans les cités et en droite ligne avec les engagements pris par Eneo Cameroon auprès de l'Etat du Cameroun, les entreprises Eneo Cameroon S.A. et la Société Immobilière du Cameroun (SIC) viennent de signer un accord de partenariat.

Joel Nana Kontchou, Directeur Général d'Eneo Cameroon et Gabriel Bengono Directeur Général de la SIC démarrent officiellement l'exécution de leur accord par le lancement à l'immeuble G IMPAIR du camp SIC de Makepe ce jeudi 07 février 2019 d'une campagne d'installation de compteurs prépayés dans les logements SIC de Douala. Les principaux axes de l'accord conclu entre les deux entreprises sont : la migration en mode prépayé du système de comptage des consommations électriques des clients des Immeubles SIC ; l'installation des compteurs à prépaiement lors de la réalisation des branchements alimentant les appartements des nouveaux logements ; la réhabilitation des installations électriques des immeubles en les mettant aux nouvelles normes, plus sûres ; l'aligne-



ment des nouveaux projets de logements SIC aux nouvelles normes d'installations électriques.

Sécurité des usagers

Mis en place à la demande de la SIC, l'accord de partenariat apporte une réponse pratique à un ensemble de

problèmes que connaissent les habitants de ces logements. Entre autres, les incendies liés aux manipulations des installations électriques, le cas-tête des factures impayées laissées par certains anciens locataires indécis, la relève erronée des index de consommation, les files d'at-

tente dans les agences aux périodes d'affluence, les contestations diverses de factures d'électricité,.... En mettant en œuvre cet accord, Eneo Cameroon et la SIC traduisent dans les faits leur volonté commune de prévenir les incendies et de protéger le public contre les dangers du courant électrique, de sécuri-

ser les installations électriques de ces immeubles et d'améliorer la satisfaction de leur client commun qu'est le locataire de la SIC.

Au cœur de cette solution, l'installation des compteurs à prépaiement dans les logements SIC de Douala et Yaoundé est un des dispositifs technologique de modernisation et de transformation du service électrique (voir fiche jointe sur le compteur prépayé d'Eneo) activé par Eneo Cameroon. L'entreprise a ainsi déjà commencé à respecter certains des engagements récemment pris en signant avec l'Etat du Cameroun le 3ème avenant aux contrats de concession qui lient les deux parties. Il s'agit principalement des engagements pris pour la modernisation de l'exploitation, la vulgarisation des compteurs communicants (Post ou Prépayé), l'amélioration de la sécurité et l'amélioration de la qualité de service. Ce sont des orientations qui entrent en droite ligne avec le projet de transformation du service public d'électricité lancé par Eneo Cameroon depuis 4 ans et dont l'un des volets repose sur la modernisation des infrastructures et du service au client.

Flore Edimo

"1000 compteurs prépayés ont déjà été installés"

Joel Nana Kontchou. Le Dg d'Eneo trace les grands axes de la modernisation initiée par son entreprise.

47,3 milliards de FCFA de budget

« Les défis du secteur sont nombreux. A Eneo, le Conseil d'Administration a approuvé un budget d'investissement de 47,3 milliards de FCFA pour l'année 2019, en croissance de 30% par rapport à 2018. 26,2 milliards, plus de la moitié de ce montant, est alloué au renouvellement, au renforcement, à la sécurisation et aux extensions de réseaux de distribution d'énergie électrique. Pas à pas, en symbiose avec tous les acteurs et avec votre soutien, nous pourrions y arriver. Eneo travaille à fournir à ses clients une énergie fiable, à la hauteur de leurs attentes, et à prix raisonnable ».

Les défis du nouveau bail

« Nos challenges sont nombreux et conformes aux engagements renouvelés ou pris dans le 3ème avenant à notre contrat de concession avec l'Etat signé en novembre 2018. On peut signer parmi ces engagements : l'entretien des ouvrages concédés par l'Etat, notamment Songloulou, Edéa et Lagdo. Nous travaillons en ce moment à augmenter de plus de 30 ans la durée de vie du barrage hydroélectrique de Songloulou. Aussi, nous diversifions les sources de production en introduisant le solaire dans le mix énergétique. Après l'expérience pilote à succès à Djoum dans le Sud,



nous allons passer toutes nos centrales isolées en centrales hybrides. Nos actions concernent aussi la facilitation de l'accès des nouveaux opérateurs à la Production ; l'équilibre de l'offre et de la demande en énergie ; l'augmentation du taux d'accès à l'électricité ; l'amélioration de la qualité de service ; l'amélioration de la sécurité ; la vulgarisation des compteurs communicants ; la modernisation de notre système d'exploitation ».

L'accord avec la SIC

« Notre accord avec la SIC

participe déjà du respect de ces engagements au moins sur quatre points : la qualité de service, la sécurité, la modernisation de notre système d'exploitation et la vulgarisation des compteurs communicants, que ce soit en mode post-payé qu'en mode prépayé. Les principaux axes de l'accord conclu avec la SIC sont : la migration en mode prépayé du système de comptage des consommations électriques des clients des Immeubles SIC ; l'installation des compteurs à prépaiement lors de la réalisation des branchements alimentant les appartements des nouveaux

logements ; la réhabilitation des installations électriques des immeubles en les mettant aux nouvelles normes plus sûres ; l'accompagnement de la SIC dans l'alignement de ses nouveaux projets de logements aux nouvelles normes d'installation électrique ».

Les mutations du prépayé

« La révolution digitale transforme la vie des entreprises. Accélérer les changements à Eneo en exploitant les promesses de la technologie a eu un impact sur divers aspects de l'activité de l'en-

treprise et sur l'expérience de notre clientèle. Les compteurs communicants en mode prépayé offrent au client un fort pouvoir de contrôle de ses consommations électriques, de maîtrise de son budget, et surtout lui facilite la vie.

Au cours de la première phase pilote de l'implémentation du prépayé dans la zone de Douala Sud (New-Bell), 1000 compteurs ont été installés. Ceci a permis de déterminer les premières conditions du succès de ce nouveau mode de consommation et de comptage.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'une fois le compteur prépayé installé, la consommation électrique est comme pour les téléphones. Avant de consommer, il va falloir d'abord recharger des unités, une situation qui permettra aux citoyens de mieux économiser l'énergie. Si une citoyenne achète par exemple une carte de 100 KWh, elle contrôlera elle-même sa consommation. En sortant de chez elle, elle peut désactiver si elle le souhaite, et le courant s'en va. Ce mode de comptage règle également la problématique de la facture commune, d'autant plus que chaque ménage possède désormais une unité qui lui permet de gérer la consommation de l'électricité dans un groupe habitant la même concession ou le même immeuble ».

F.E



Venez
l'Expé
Cli
excepti

du 16 au 2
l'esplanad
des Congrès

- Espace Digital
- Ateliers
- Rencontres
- Opérations B

Visitez notre page
au www.afriland.com



Comment Allianz assure les exposants

Promote 2019. L'entreprise offre 02 produits pour couvrir d'éventuels sinistres.



Le premier de ces produits est dénommé : « contrat d'assurance responsabilité civile exposant ». La compagnie couvre aux conditions ci-après tous les dommages causés aux visiteurs et aux autres exposants chaque fois que la responsabilité de l'exposant est engagée : Dommages Corporels : 500 000 000 FCFA ; Intoxications Alimentaires : 25 000 000 FCFA ; Dommages Matériels et Immatériels consécutifs : 50 000 000 FCFA ; Défense et Recours : 500 000 FCFA ; Franchise : 10 % minimum 50 000 FCFA par événement hors corporel. Pour cette première offre, la prime nette à payer par le souscripteur est de 16 248 FCFA (Toutes Taxes Comprises) et de 13 625 FCFA si exonéré de TVA (à justifier).

La deuxième prestation « s'intitule contrat d'assurance responsabilité civile exposant ». La compagnie couvre les biens exposés sur le site du

Salon contre la disparition, la détérioration ou la destruction résultant d'incendie, vol ou toute autre cause accidentelle y compris les actes de vandalisme : Capital assuré pour votre stand : 1 500 000 FCFA ; Franchise : 10% minimum 10 000 FCFA par événement. Pour cette deuxième offre, la prime toutes taxes comprises est de 25 000 FCFA et de 20 964 FCFA si exonéré de TVA. Conformément à l'article 13 du code CIMA, la prise d'effet du contrat est subordonnée au paiement de la prime par le souscripteur.

La 7ème édition du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé, baptisé Promote 2019, se déroulera du 16 au 24 février 2019. Cette année, pas moins de 1 200 entreprises du Cameroun, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe sont attendues à ce grand rendez-vous des affaires.

Comme les éditions antérieures, Promote 2019, organisé par la Fondation Inter-Progress, grâce à un mandat du gouvernement camerounais, s'articulera autour d'une grande exposition, de rencontres B to B, des visites d'entreprises, des missions économiques et des apéros thématiques. Six thématiques sont retenues pour les apéros de cette 7ème édition. Il s'agit de la « nécessité de la veille stratégique et de l'intelligence économique, l'intégration des services numériques dans l'économie ; les incitations à l'investissement privé et le climat des affaires ; la banque et services financiers ; les cinq plans stratégiques de référence du Plan directeur d'industrialisation (PDI) comme moteurs de l'Emergence du Cameroun, et l'énergie au cœur de l'économie ».

Hiondi Nkam IV

Le Pad annonce des économies de 5 milliards

Gestion. Cette marge se fera grâce à la livraison de deux dragues en octobre 2019.



Le Port de Douala-Bonaobéri (PAD) informe qu'il a engagé des discussions avec le leader mondial Dredging Supply Company pour la livraison de deux dragues.

Le constructeur américain doit fabriquer d'une part, une drague aspiratrice stationnaire pour les plans d'eau et pieds de quais, la Beaver 50, et d'autre part, une drague aspiratrice en marche de 3 000 m3 de capacité de puits pour le chenal, la TSHD 3000.

La livraison est prévue en octobre 2019. « En une année, le PAD va réaliser une économie de plus de 5 milliards Fcfa hors amortissements. Ces fonds pourraient permettre de réaliser le dragage des plans d'eau et pieds de quais sur au moins trois ans », renseigne l'autorité portuaire. La plateforme actuelle du port de Douala a été édifée en 1980 et dimensionnée pour traiter un trafic annuel d'environ 7 millions de tonnes de marchan-

dises. Cette capacité est aujourd'hui largement dépassée, puisqu'elle traite environ 12 millions de tonnes de marchandises. Ceci du fait, entre autres, d'une forte dégradation des infrastructures et des superstructures portuaires, l'envasement de certains quais par des épaves de navires, l'ensablement et l'ensablement des plans d'eau, etc.

F.E avec investiraucameroun.com

Première cotation d'Alios Finance

Marché financier. La cérémonie a eu lieu le 6 février 2019 à la Bourse nationale des valeurs mobilières du Cameroun, la Douala stock exchange (DSX).

Une cérémonie qui vient après l'emprunt obligataire d'Alios Finance Cameroun dont l'appel public à l'épargne lancé en novembre dernier cherchant à mobiliser 8 milliards de francs CFA, a connu un énorme succès, avec 8,7 milliards de francs CFA mobilisés.

En sa qualité d'arrangeur en chef de cet emprunt obligataire qui a vu la mobilisation de plusieurs banques agissant en qualité de Prestataire de services d'investissement (PSI), la BGFIBank a adressé les félicitations à la Commission des marchés financiers du Cameroun (CMF), car un « marché

naissant a besoin d'un régulateur qui accompagne et qui facilite ».

Le directeur général d'Alios Finance Cameroun, Georges Fotso Ndzutue, a remercié la CMF « pour l'extrême diligence et l'accompagnement » dans l'instruction du dossier de l'opération. Un avis réitéré par le directeur général du Groupe Alios Finance, Hicham Daouk, par ailleurs, président du conseil d'administration de la filiale du Cameroun qui a précisé que d'autres opérations de levées de fonds suivraient dans le cadre du plan stratégique du Groupe 2019-2022.

Le pétrolier saisi à Limbe finalement relâché

Cameroun: La société singapourienne Eastern Pacific Shipping a indiqué, dans un communiqué publié mercredi, que les 26 membres d'équipage du navire « Barents Sea » ont quitté le port de Limbe le 05 février indemnes.

Le pétrolier battant pavillon singapourien saisi à Limbe (Sud-Ouest Cameroun) le 1er février a finalement pu quitter le port de cette ville portuaire le 05 février, avec ses 26 membres d'équipage tous indemnes, relate un communiqué publié mercredi par la société singapourienne Eastern Pacific Shipping, gestionnaire du navire. Selon l'ambassade de Chine au Cameroun, le navire singapourien « Barents Sea », après des opérations de déchargement dans le port de Limbe, était en train d'appareiller à proximité de la raffinerie de la Sonara lorsqu'il a été contrôlé par des militaires camerounais dans la soirée du 1er février.

Vingt-six membres d'équipage se trouvaient à bord, dont deux ressortissants chinois. Il leur a été interdit de quitter le navire, tandis que le pétrolier s'est également vu interdire de

quitter le port. La société Eastern Pacific Shipping accuse Jules François Famawa, propriétaire de l'affréteur local DSC Marine, d'avoir utilisé des « moyens illégitimes » pour faire saisir le navire en espérant une « rançon ».

Un responsable militaire camerounais a confirmé sous couvert d'anonymat à Xinhua que l'incident avait bien eu lieu et qu'il s'agissait d'une « dispute commerciale ». Dans le communiqué publié le 06 février, Eastern Pacific Shipping remercie les autorités maritimes de Singapour, les différentes ambassades représentant l'équipage du navire – composé de ressortissants indiens, chinois et turcs – et les autorités camerounaises, pour leur implication dans le dénouement de cette situation.

Source. Energies-média.com

La citation

Vu sous l'angle des économies d'énergie, ne rien faire, c'est déjà une contribution.

Grégoire Lacroix ; Les nouveaux euphorismes de Grégoire

Le chiffre

288 milliards FCFA

Les importations de téléphones au Cameroun ont coûté 288 milliards FCFA entre 2015 et 2017.

z vivre
rience
ent
onnelle

4 février à
e du Palais
s à Yaoundé

al
Bancaires

e événementielle
promote19.com

nd First Bank



Venez vivre l'Expérience Client exceptionnelle

du **16 au 24 février** à l'esplanade du
Palais des Congrès à Yaoundé

• Espace Digital • Ateliers • Rencontres • Opérations Bancaires

Visitez notre page événementielle
au www.afrilandpromote19.com

 **Afriland First Bank**

Feutcheu et Ums se partagent les points

Ligue 1. Les deux équipes se sont séparées par un score d'un but partout dimanche au stade Omnisports de Bafoussam-Kouékong lors la 2ème journée du championnat.

L'équipe de Loum s'est montrée déterminée à en découdre avec son adversaire dès le premier coup de pied. Le réveil des poulains de Richard Towa, de l'équipe de Djiko va trouver en face une formation au point d'Ums. La 2ème tentative de but des poulains de Laurent Djam d'Ums interviendra à la 19ème minute. Après une sortie de touche en faveur de l'équipe de Loum, Bertrand Nouemaleu ne réussira pas à transformer cette occasion en but. Feutcheu visiblement décontracté tente de revenir au score en vain. A la 45ème minute de la première manche, Willy Stéphane Namendji, joueur d'Ums de Loum ouvre le score.

A la reprise, Feutcheu se montre plus engagé à revenir au score. Les joueurs de cette équipe ne vont pas pouvoir s'imposer dès les premières mi-

minutes. En face, UMS propose un jeu centré sur les passes courtes. Cette offre est appréciée par le public présent même si elle ne pas de fruit. A la 68ème minute, une faute sur un joueur de Feutcheu sonne comme une belle occasion à exploiter. Le public jusqu'ici reste sceptique de voir Feutcheu revenir au score. Mais il se laissera surprendre par le coup de tête d'Yvan Dikoume, l'attaquant de cette formation, qui va propulser le ballon au fond des filets de Parfait Robert Edimo. La confiance renaît ainsi au sein de l'équipe de Bandjoun. Mais sans changement jusqu'au coup de sifflet final de la partie. C'est sur le score d'un but partout que les deux formations sont allées préparer les rencontres de la 3ème journée.

Aurélien Kanouo

Apejes stoppe Tonnerre

Stade militaire. L'équipe de Mvog-Ada n'a pas pu enchaîner (1-1) face aux poulains d'Oumarou Sokba après sa belle victoire (3-0) face à Union de Douala à la 1ère journée.



Yaoundé, le 10 février 2019. Stade militaire. Apejes - Tkc (1-1).

N'eût été ce but contre son camp de Yerima Issa survenu à la 36ème minute de jeu, Apejes enregistrait sa première victoire du championnat face à Tonnerre kalara club (Tkc) le dimanche, 10 février 2019 au stade militaire de Yaoundé. L'équipe de Mfou avait l'ambition de se rassurer après la défaite (1-2) concédée face à Pwd de Bamenda lors de la 1ère journée de la poule A.

C'était sans compter sur la « jeune » et belle équipe de Tonnerre. Les noir et blanc, après leur éclatante victoire face à Union (3-0), nourrissent l'envie de tonner cette fois ci devant Roger Milla, ancien de la maison, venu galvaniser les « troupes ». Le promu a réussi à empocher tout de même un point devant un public des grands jours.

C'est Eric Bertrand Alima qui

a ouvert le score à la 18ème minute de jeu. Bien servi par Clauvis Mbouwe, sa reprise instantanée a été irréprochable. Le gardien de Tonnerre, Rodrigue Zame, a été tétanisé sur sa ligne. Dans les gradins, la joie et les intrigues démultipliaient. Le président Aimé Léon Zang, fidèle à lui-même, donnait de temps en temps des consignes à ses joueurs sur le terrain. A la 36ème minute

contre toute attente, Tonnerre Kalara club revient à la marque. Un cafouillage dans la surface de réparation a poussé Yerima Issa à tromper son propre gardien Nathan Iyemgue. Cette égalisation a donné un souffle nouveau aux nombreux supporters acquis à la cause de Tkc. « Apejes ne peut pas gagner Tonnerre », pouvait-on entendre. Le virevoltant Yves Eloundou de l'équipe de Mvog-Ada a donné des sueurs froides à la défense d'Apejes. Abel Grace Makani, athlétique et rompu à la tâche, a empêché l'attaquant de Tonnerre d'inscrire le but victorieux à l'heure de jeu.

Ce score de parité (1-1) bien que bénéfique pour Tonnerre n'est pas de nature à rassurer le vainqueur de la Coupe du Cameroun 2016. Jules Moïse Abah Onana, l'entraîneur du Tkc, analyse : « Les enfants n'ont pas enchaîné, mais ont été très résistants face à une belle équipe d'Apejes. On n'était pas très mobile contrairement à Apejes. On veut d'abord se maintenir ». A l'occasion de la 3ème journée de cette poule A, Apejes devra abattre Avion Academy mercredi à Limbé alors que Tonnerre aura en face l'ogre Coton sport à Garoua jeudi prochain

Solière Champlain Paka

« Nous sommes déçus »

Calistus Anjeh Akoh, joueur Apejes de Mfou

On venait gagner ce match afin d'être en confiance après cette défaite concédée face à Pwd à Bamenda. On n'a pas pu concrétiser les différentes actions qu'on s'est frayées. Nous repartons à genou. Nous sommes vraiment déçus après cette rencontre. On n'était pourtant bien en jambe hélas ! On va se remettre au travail afin de mieux aborder la prochaine rencontre. Il nous faut bien négocier nos actions.



« C'était un match tactique »

Pierre Ndomo, joueur Tonnerre

Apejes de Mfou est une équipe coriace. On venait prendre les trois points cet après-midi. On n'a pas pu malheureusement. On rentre avec un point. C'est vrai qu'on était un peu lourd dès l'entame de la partie. On s'est réveillé après le but pour pouvoir développer le jeu. Apejes marque sur une consigne du coach à savoir : jouer en deuxième ligne. Nous marquons aussi sur ce même angle. C'était vraiment une rencontre tactique des deux côtés.

Propos recueillis par S.C.P



Résultats

Poule A

Apejes de Mfou ≠ Tkc Saos : 1-1
Dragon de Yaoundé ≠ Avion du Nkam : 1-1
New Stars de Douala ≠ Union Sportive de Douala : 1-1
Pwd de Bamenda ≠ Colombe du Dja et Lobo : 1-1
Exempt : Coton sport

Poule B

Stade Renard de Melong ≠ As Fortuna : 1-0
Yosa de Bamenda ≠ Unisport du Haut Nkam : 0-0
Feutcheu Djiko Bandjoun ≠ Ums de Loum : 1-1
Fovu de Baham ≠ Eding Sport de La Lekie : 1-1
Exempt : Astres

Classements

Poule A

Rang	Equipes	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	Gd
1er	Tonnerre	4	2	1	1	0	4	1	+3
2ème	Colombe	4	2	1	1	0	4	2	+2
3ème	Pwd	4	2	1	1	0	3	2	+1
4ème	Avion	2	2	0	2	0	3	3	0
5ème	Coton	1	1	0	1	0	2	2	0
6ème	Dragon	1	1	0	1	0	1	1	0
7ème	Apejes	1	2	0	1	1	2	3	-1
8ème	New stars	1	2	0	1	1	2	4	-2
9ème	Union	1	2	0	1	1	1	4	-3

Poule B

Rang	Equipes	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	Gd
1er	Fovu	4	2	1	1	0	4	2	+2
2ème	Yong Sport	4	2	1	1	0	1	0	+1
3ème	Stade R.	4	2	1	1	0	1	0	+1
4ème	UMS	2	2	0	2	0	2	2	0
5ème	Feutcheu	2	2	0	2	0	1	1	0
6ème	Unisport	1	1	0	1	0	0	0	0
7ème	Eding	1	2	0	1	1	1	2	-1
8ème	Fortuna	1	2	0	1	1	1	2	-2
9ème	Astres	0	1	0	0	1	1	3	-2

« On avait la possibilité de gagner »

Laurent Djam, coach d'Ums de Loum

On n'a joué très mal notre seconde partie. On comprend pourquoi. En treize jours d'entraînement dans les jambes, ça nous pose un très gros problème sur le plan technique. Ça a profité à l'adversaire. Cette erreur nous a arrachés la victoire de ce soir. On compte juste les corriger afin d'avancer. On avait la possibilité de marquer un second but malheureusement, on n'a pas atteint cet objectif. Quand on n'est pas en réussite c'est compliqué. Etre concentré à une action à un contre zéro, je crois c'est aussi ça être sur la ligne d'incertitude. On aura la possibilité de vite corriger cette erreur.

Propos recueillis par AK



Résultats de la 2ème journée de Ligue 2

Poule A

Dynamo ≠ As Matelots : 0-2
Etoa Meki ≠ As Fap : 3-0
Bang Bullet ≠ Canon Sportif de Yaoundé : 0-1

Poule B

Léopard de Douala ≠ Renaissance Fc : 2-0
Ofra ≠ Racing de Bafoussam : 1-1
Aigle Royal ≠ Lion Blessé : 2-2
Bamboutos Fc ≠ Yafoot : 3-0

“Il y a des valeurs dans ce championnat”

Rigobert Song. Le sélectionneur des Lions Indomptables U23 parle de l'objet de sa présence dimanche dernier au stade de Kouékong, lors de la 2ème journée du championnat ligue 1.



Qu'est-ce qui justifie votre présence au stade omnisport de Bafoussam-Kouékong ce dimanche 10 février 2019 ?

Tout simplement parce que je suis le sélectionneur des U23. J'ai mis un programme en place pour essayer de pouvoir sélectionner des joueurs qui correspondent à l'âge de cette équipe. J'ai un grand challenge. Je devais commencer déjà un stage le 25 janvier, mais ça n'a pas pu avoir lieu, parce qu'il n'y avait pas le début de championnat. Il était question pour mon staff et moi qui est d'ailleurs professionnel de recruter de nouveaux joueurs en vue de compléter nos effectifs car la Caf vient d'améliorer ses formules de compétition.

Pourquoi le choix de Bafoussam ?

Les séances de détection ont démarré depuis. Ici, nous sommes venus chercher les joueurs de qualité. Avec notre nouvelle dynamique, nous voulons donner la chance aux joueurs locaux d'être en vitrine. J'ai un match le mois prochain qui va permettre en sorte que nous puissions être qualifiés pour la coupe d'Afrique et pour les Jeux olympiques. Avec le

championnat en cours, j'ai pris pour responsabilité de voir les joueurs sur le terrain et de pouvoir les juger. On essaie de se disperser sur les différents stades. On a envoyé tout un programme à la fédération pour que tous les week-ends, nous puissions nous retrouver quelque part. Il y a Souleymanou qui est au Nord. Il y a en ce moment Raymond Kalla qui est à Yaoundé. Et mon adjoint Guy Feutchine devrait être normalement à Limbe mais les conditions de sécurité n'étant pas réunies, il est plutôt avec moi ici. On a commencé déjà la semaine dernière. Donc je pense que ce programme nous permet de pouvoir mieux suivre les joueurs locaux. Tous ces détecteurs de talent font le même travail sur le terrain.

Comment avez-vous trouvé le niveau de ces joueurs ?

Je pense que le niveau est bon. Je pense qu'aujourd'hui, il y a encore des valeurs dans le championnat camerounais et nous devons juste être vigilants pour détecter ces talents.

Propos recueillis par Aurélien Kanouo

Jean-Jacques Ewong est mort



J'ai le regret de vous annoncer le décès de mon grand-frère Jean Jacques Ewong au centre médical le Jourdain, à Yaoundé ». Cette annonce a parcouru les réseaux sociaux hier matin et signée de Jean Claude Ngoo. La mort a effectivement frappé la famille des journalistes et photographes de sports. C'était hier, 11 février 2019 au petit matin. Jean-Jacques Ewong, selon des sources, avait été admis dans ce centre hospitalier la veille à la suite d'un malaise. « Une partie des archives du football est partie. Jean-Jacques Engolat Ewong, avec son humilité légendaire, a marqué plus d'un.

Que son départ soit pour nous autres qui sommes encore, une prise de conscience », a réagi Happi Mbiele, lui aussi photographe reporter, ayant couvert plusieurs compétitions avec le défunt. Frida Nolla, jeune reporter photographe, est inconsolable, se souvenant de la dernière Coupe du Monde en Russie. Elle dit avoir beaucoup appris de la photographie de J.J., comme on l'appelait. La famille de la presse est sans voix depuis hier, à la suite de l'annonce de ce décès. Elle sera désormais sevrée des photos de compétitions signées JJ. Ewong.

A.C

Joël Embiid plus fort que LeBron James

Basketball. Le Camerounais de Philadelphia a inscrit au total 37 points lors de la victoire face aux Lakers lundi dernier. Dix points pour Pascal Siakam lors du succès devant les Knicks.



Quelques jours de l'All star Game 2019 prévu le 17 février, mettant aux prises la Conférence-Est à celle de l'Ouest, l'on a eu un avant-goût lundi dernier, avec l'opposition entre Joël Embiid et LeBron James. Dans ce choc de titans,

où tous les objectifs étaient braqués sur les deux stars. Le Camerounais a fait chavirer l'Américain, en offrant une victoire éclatante aux Sixers de Philadelphia.

Le Camerounais a une fois de plus démontré sa bonne

santé, technique, physique et tactique, en prenant une fois de plus ses responsabilités. Embiid a encore dégagé une impression de puissance, de domination et de facilité assez époustouflante. Le pivot des Sixers a une fois de plus

confirmé son statut de Star de l'équipe en faisant la différence au décompte personnel, avec 37 points et 14 rebonds en 32 minutes. Au cours de ce match, il n'a manqué que quatre tentatives, 12 sur 16. Joël Embiid et les Sixers ont été les plus forts, et l'emportent 143-120 face aux Lakers de LeBron James, qui ont sombré lors des trois derniers quarts temps, après un premier équilibré.

Soirée également assurée pour son compatriote Pascal Siakam, à l'occasion de la victoire des Raptors de Toronto 104-99, face aux Knicks de New-York dans la nuit de dimanche. L'allier fort qui a passé 33 minutes sur le parquet, s'en tire avec 10 points inscrits et 8 rebonds. Faut-il le préciser, lors du match précédent face aux Hawks d'Atlanta, Siakam est une fois de plus monté d'un cran, devenant la pièce maîtresse des Raptors, élément incontournable. Il a battu son record, en pointant 33 points et 14 rebonds, lors du match victorieux.

Luc Mbah a Moute, n'a toujours pas retrouvé le chemin des parquets avec les Clippers de Los Angeles, à cause de cette vilaine blessure à la cheville. Au classement, les clubs des trois Camerounais, sont bien positionnés, pour la qualification des play-offs. Dans la Conférence-Est, les Raptors de Toronto occupent la 2e place, les Sixers de Philadelphia arrivent en 4e position, à l'Ouest, les Clippers de Los Angeles, se contentent du 8e rang.

Moïse Moundi

Brève

La paire Pogba-Martial fait peur



La victoire de Manchester United contre Fulham (0-3) samedi le confirme, la paire composée de Paul Pogba (25 ans, 6 matchs et 2 buts en C1 cette saison) et d'Anthony Martial (23 ans, 5 matchs et 1 but en C1 cette saison) fonctionne de mieux en mieux. Et cela n'a pas échappé au Paris Saint-Germain, leur adversaire en huitième de finale aller de la Ligue des Champions mardi (21h).

"Pogba est un joueur incroyable, avec beaucoup de capacités, a commenté l'entraîneur

parisien Thomas Tuchel. Il ne perd presque jamais le ballon, offensivement il est capable de faire la différence dans le un contre un. Il est très dangereux avec Martial sur le côté gauche. Les deux ensemble sont dangereux, et Pogba peut l'être dans la surface quand les centres arrivent, il a un gros jeu de tête. On peut voir que c'est un leader. C'est impressionnant." Attendu au poste de milieu défensif, Marquinhos sera sûrement chargé de couper le lien entre les deux Français.

Fondation Soweto champion

53ème édition de la fête de la Jeunesse. C'est aux tirs aux buts (1-1 puis 4-2) que cette équipe a battu 4ème Sous-Section Ojrdpc lors de la finale du Tournoi organisé au stade de la Cité verte vendredi.



Yaoundé, le 8 février 2019. Stade du lycée de la Cité verte. Le capitaine de Soweto brandissant le trophée de vainqueur reçu des mains du Maire.

Yannick Ayissi est un habitué du stade du lycée de la Cité verte, à Yaoundé. C'est lui le promoteur du championnat de vacances Ajelec dont la 8ème édition s'est disputée en 2018 sur cette arène. Il l'a fait pendant plusieurs années en tant que conseiller municipal. Sauf que vendredi, 8 février dernier, Yannick Ayissi a débarqué au stade de la Cité verte avec une autre casquette : celle de Maire de la commune d'arrondissement de Yaoundé II. Alors que son installation est prévue pour jeudi, 14 février prochain, de sources proches, le plus jeune des Maires a fait cette première sortie pour pré-

sider la finale du Tournoi organisé pour la 53ème édition de la fête de la Jeunesse. Et est arrivé à moins d'un quart d'heure de la fin de cette finale opposant Fondation Soweto à 4ème Sous-section Ojrdpc du Mfoundi. Les deux équipes se neutralisaient encore sur l'aire de jeu sans but. La rencontre a pris alors une autre tournure dans les dernières minutes de jeu, avec une avalanche de buts, sur « l'ardoise » (stade du lycée de la Cité verte).

Avant de remporter la partie aux tirs aux buts, grâce à la bonne adresse de ses joueurs à cette épreuve, Fondation Soweto a caressé l'espoir deux

fois de remporter ce trophée pendant le temps réglementaire, ces derniers moments palpitants de ce match. Après l'ouverture du score par Efon Fanfan, l'on a cru que c'était plié. Mais Christian Kemseu n'a pas loupé l'occasion du coup franc qui a été accordée à son équipe, pour battre le gardien de but adverse d'une frappe enroulée. A la suite d'un accrochage dans la surface de réparation de 4ème Sous-Section, l'arbitre a ordonné un penalty. L'on voyait déjà Soweto vainqueur. Mais c'était sans compter avec Giovanni Nké, le gardien de buts de 4ème Sous-Section, qui va détourner le tir

de Toubague, à l'ultime minute de la partie. Giovanni Nké aura juste retardé l'échéance puisqu'à la séance des tirs aux buts, Etoga et Tchoutang vont rater leurs tirs, alors que tous les joueurs de Fondation Soweto vont réussir quatre. Fondation Soweto va alors remporter le trophée de ce Tournoi ayant regroupé quatre équipes organisées sur « l'ardoise » de la Cité verte.

Fafa Efon, le joueur de Soweto, livre le secret de la victoire de son équipe : « La différence dans ce match s'est faite au niveau de l'envie. Une finale ne se joue pas ; elle se gagne. Nous étions face à une très bonne équipe de Bloc 4. Nous nous sommes montrés plus décisifs qu'eux, avec notre envie. Quand nous manquons l'occasion de marquer ce penalty de la fin du match, nous nous sommes remobilisés ». En face Martial Wamegni, le coach de 4ème Sous-Section, reste Fair-play, malgré la défaite : « Nous avons perdu cette finale, pas parce qu'on a démerité. On avait en face une équipe de joueurs aguerris. On a pu se neutraliser jusqu'aux tirs aux buts. Et nous avons été victimes de la loi du football où il y a un vainqueur et un vaincu. Le meilleur a gagné ».

Achille Chountsa

Réactions

« On a su garder le moral »

Victor Balotelli Ndzié, attaquant de Soweto

Quand j'ai pris le dernier tir aux buts, je n'ai pas tremblé. Je suis un joueur de compétition. J'ai l'habitude d'exécuter les derniers tirs. La force d'une équipe comme Soweto, c'est la solidarité entre les joueurs sur le terrain. On a su garder le moral. Même quand l'adversaire a égalisé le but, nous sommes restés sereins. On ne peut que remercier le Maire d'avoir trouvé une occasion de rassembler la jeunesse. Qu'il sache que la jeunesse est derrière lui pour l'encourager.



« Que les jeunes travaillent »

Yannick Assiyi, Maire de Yaoundé II

C'est la satisfaction totale au regard de cette rencontre ayant opposé deux équipes de jeunes de l'arrondissement de Yaoundé II. Je suis content que tout se soit bien passé, dans la sérénité et dans la tranquillité. Il est important de continuer les œuvres commencées depuis quelques années. Ça été toujours un plaisir pour moi d'inviter notre regretté Maire (Luc Assamba, ndlr). C'est l'occasion de lui rendre hommage, parce qu'il a toujours accompagné nos actions en ce qui concerne le football. Il a toujours été là lors des finales et il y a lieu de lui rendre hommage. C'est important de voir les jeunes communier entre eux à l'occasion de la fête de la Jeunesse. On les voit entretenir des liens d'amitié et de fraternité lors des occasions comme celle-ci. C'est



ça, le vivre ensemble. Que les jeunes continuent à croire aux idéaux prônés par notre chef de l'Etat et qu'ils travaillent pour le développement de notre pays.

Propos recueillis par A.C

Apejes remporte le trophée chez les juniors

Tournoi de la Jeunesse. C'était face à As valence par 3 buts à 1 dimanche dernier au stade des Sapeurs-pompiers de Mimboman lors de la finale.



Yaoundé, le 10 février 2019; les joueurs d'Apejes et leurs trophées gagnés en diverses catégories.

Apejes est le vainqueur de la 2ème édition du Tournoi de la jeunesse de football jeune organisé du 3 au 10 février par l'Acfac (Association des clubs de football amateurs du Cameroun) antenne du Mfoundi dans la catégorie junior. Il y a eu match lors de la finale opposant Apejes à AS Valence dimanche dernier au stade des Sapeurs-pompiers de Mimboman, à Yaoundé. Stéphane Koe, l'attaquant d'Apejes, avait permis grâce à un doublé, à son équipe de prendre l'avance depuis la première mi-temps. La réduction

du score sur penalty d'As Valence par Hassan Bari est venue relancer la partie en deuxième mi-temps. Les joueurs d'As Valence déterminés à égaliser. Mais une détermination qui sera anéantie par un troisième but d'Apejes. Un but d'Enzo Bonaudi qui est venu « tuer » le match, permettant Apejes de creuser l'écart (3-1). C'est sur ce score que le coup de sifflet final va retentir. Apejes dans ce tournoi, n'a pas seulement remporté le trophée de cette catégorie. Les minimes l'ont aussi fait face à As Lumière, mais aux tirs aux buts (1-

1, puis 4-3). « Le secret d'Apejes, c'est beaucoup de travail, beaucoup de compétitions auxquelles nos enfants participent », nous a confié Jules Feupoussi Kamdem, l'entraîneur de la section jeunes d'Apejes.

L'Acfac antenne du Mfoundi, a réussi le pari d'organiser cette deuxième édition du Tournoi de la Jeunesse avec plus de 50 équipes participantes dans les catégories benjamins, minimes, cadets et juniors. « On a donné néanmoins l'occasion aux jeunes de s'exprimer, parce que c'était le plus important. Ça été aussi l'occasion pour les entraî-

neurs régionaux et nationaux de pouvoir faire la détection ; Ce qui nous manque encore, ce sont ces plateformes devant permettre de faire la détection des jeunes », s'est réjoui Anicet Stéphane Koung, le président du Comité technique d'organisation. Lui, qui pense déjà à la prochaine édition avec des aménagements sur le plan de l'organisation : « Pour la prochaine édition, dès les enregistrements, ce sera deux catégories par club. On s'est rendu compte qu'il y avait des équipes qui présentaient plus d'une catégorie. Mais, n'arrivaient pas à supporter la charge de la compétition. Quand on joue tous les jours et qu'on a plusieurs catégories on est parfois essoufflé et on n'est pas en mesure de tenir le rythme de la compétition. Nous mettrons de côté les équipes qui ont été l'objet de forfaits », a indiqué Anicet Koung.

A.C

Résultats des finales

Benjamins
Espoir du Caire - As Kafrej : 2-0
Minimes
Fondation Apejes - As Lumière : 1-1(4-3 tab)
Cadets
As Djemehah - Lumière 90 : 1-1(5-3 tab)
Juniors
Fondation Apejes - As Valence : 3-1

Réactions

« Ça n'a pas été facile »

Enzo Bonaudi, attaquant d'Apejes juniors

Notre secret, c'est l'esprit d'équipe sur le terrain. Sans cet esprit, on ne peut pas produire le résultat. La solidarité a beaucoup joué, parce que ça n'a pas été facile. Nous avons dû nous serrer les coudes pour parvenir à cette victoire. En face on a eu une équipe avec du répondant. C'est pour cela que nous avons redoublé d'attention sur l'aire de jeu.



« Tout faire pour rester les meilleurs »

Sébastien Mengue, président de l'Acfac branche du Mfoundi, promoteur

Je suis vraiment satisfait de l'organisation. Je remercie d'abord le président du comité d'organisation et son équipe, les acteurs et les journalistes. A chaque édition, il y a toujours des choses à améliorer. Nous croyons qu'à la prochaine édition, nous allons faire mieux, surtout que celle-ci, la 2ème, a été un peu improvisée, au regard du championnat qui n'a pas eu lieu. On sait que l'année prochaine il y aura plus d'engouement. On n'a pas pu faire jouer les filles, parce que le comité d'organisation a estimé qu'il fallait au moins quatre équipes. Or, il n'y en avait que trois équipes. Ce tournoi s'est bien déroulé



dans l'ensemble. Nous allons tout faire, travailler pour rester les meilleurs.

Propos recueillis par A.C



**SECURISATION PHYSIQUE
DU PORT DE DOUALA-BONABERI**

PORT AUTONOME DE DOUALA
LA PERFORMANCE, L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ



Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala

**UN ENJEU VITAL
DE COMPÉTITIVITÉ**

Creativethink © 2019